

# RESSOURCES PÉDAGOGIQUES

## ETUDES DE CAS : LA MER DE CHINE MÉRIDIIONALE : CONCURRENCES TERRITORIALES, ENJEUX ECONOMIQUES ET LIBERTE DE CIRCULATION

### PLAN :

- I - Des souverainetés concurrentes
- II - Une diversité de profils économiques
- III - Mer de Chine méridionale : mer intérieure ou mer libre ?

*Mer de Chine méridionale* : cette dénomination existe depuis au moins le XIX<sup>e</sup> siècle, où on la trouve portée sur les cartes britanniques. Elle désigne un espace s'étendant entre la Chine méridionale et les côtes indochinoises, indonésiennes, philippines, taïwanaise, Bruneï, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande, le Cambodge, et Taïwan, espace long de 4000 km et large de 1200. Yves Lacoste parle de « Méditerranée asiatique » avec d'autant plus de légitimité que les ordres de grandeur sont comparables entre ces deux espaces maritimes, mais mentionne aussi que Pékin, bien évidemment, récuse cette appellation qui en ferait un bien commun<sup>1</sup>. Entre Océan pacifique et Océan Indien, la mer de Chine méridionale réunit la Chine communiste et bien des Etats dits d'Asie du Sud-Est, que Xi Jinping verrait bien réunis par un « destin commun », mais c'est aussi un territoire d'opposition. On aura noté par exemple que, depuis 2011, les Philippines ont changé de dénomination pour désigner cet espace, désormais « mer des Philippines occidentales ». La toponymie n'est jamais innocente. Disons qu'aujourd'hui, elle reflète un état de fait de plus en plus patent.

### I - DES SOUVERAINETÉS CONCURRENTES

La mer de Chine méridionale unit donc et oppose un certain nombre d'acteurs, dont une superpuissance, la Chine, qui a pour objectif de détrôner et de limiter l'influence des Etats-Unis dans la région. En renonçant à son profil bas en matière internationale du début des années 2000 (« Cacher ses talents et attendre son heure » formulation attribuée à Deng Xiaoping), Pékin tente de réaliser « le Rêve chinois » et d'affirmer sa main mise sur cet espace qu'il considère sinon le plus souvent comme sien, du moins comme nécessaire à sa sécurité. Xi Jinping profite de turbulences mondiales pour affirmer ses prétentions et dénoncer l'ordre voulu par les Occidentaux comme un vestige de l'ère coloniale contestée de toutes parts. Et la première de ses revendications concerne Taïwan.

Cette île, il faut le souligner, n'a connu de peuplement chinois qu'à partir du XVII<sup>e</sup> siècle. En revanche, en y fuyant en 1949 les forces communistes, les nationalistes du Guomindang créent *de facto* un deuxième Etat chinois, qui, même s'il n'est pas reconnu par la majorité d'Etats étrangers et en particulier par la diplomatie américaine, va toujours bénéficier d'un appui de celle-ci. C'est sous Donald Trump que les choses s'accélérent : les contacts

<sup>1</sup> Yves Lacoste, *La Géopolitique par les cartes*, Paris, Larousse, 2022, p. 178.

diplomatiques se font désormais sans restriction aucune face à une Chine qui constitue pour Washington l'ennemi n°1 de l'ordre mondial<sup>2</sup>.

Si les EU ne renoncent pas à leur reconnaissance de l'unité de la Chine, les valeurs prônées et pratiquées par Taïwan (14<sup>e</sup> pays au classement de la démocratie<sup>3</sup>) les obligerait à une riposte militaire en cas d'une agression qui relève de plus en plus du possible si l'on en juge par la posture affichée par Pékin. Pour la Chine dite communiste, en effet, Taïwan est une question qui relève de sa seule politique intérieure – l'île est constitutionnellement un « territoire sacré » - et ne saurait être instrumentalisée par les EU qui ne recherchent que leur propre intérêt et donc l'affaiblissement de la Chine. La thèse de la coexistence pacifique entraînée par les complémentarités économiques des deux Chines a vécu : l'objectif est clairement de voir pour le centenaire de la RPC (donc pour 2049) la Chine enfin réunifiée et cela, si nécessaire, « par la force » selon les propres termes de Pékin. Après la récupération de Hong-Kong (1997) puis Macao (1999), la réunification de fait permettrait à la Chine de s'assurer de sa position dans le monde et d'effacer définitivement ce qu'elle considère comme le temps des humiliations coloniales. Mais il y a aussi un intérêt purement économique : réunifiée, la Chine parviendrait plus facilement à cette première place dont assurément rêve Xi Jinping. Ce n'est pas pour rien que le gouvernement de Taïpeh a publié un « manuel de survie » en avril 2022 : de toute évidence, certains Chinois étudient les leçons qu'ils peuvent tirer de l'invasion par la Russie du territoire ukrainien. On a pu le constater dans certaines publications qui incitaient le gouvernement et l'armée populaire à faire de même<sup>4</sup>. Pour certains analystes, la Chine a pour objectif actuel principal de démoraliser Taïwan en instillant le doute sur ses capacités à se défendre.

Pour faire face à cette situation, Taïwan qui n'a que 163000 soldats actifs contre plus de 2 millions pour la Chine<sup>5</sup>, depuis 2017 adopte une « conception défensive intégrale », dite stratégie du porc-épic, à savoir détruire les capacités offensives de l'envahisseur par des outils à bas coût (exactement comme l'Ukraine l'a fait avec la Russie durant l'hiver 2022), et une guérilla à la fois urbaine (toujours délicate pour l'assaillant) et sur mer<sup>6</sup>. Cette stratégie asymétrique connaît toutefois des détracteurs, même si les événements en Ukraine semblent lui donner raison. Ses demandes d'adhésion à un QUAD+ (groupe de coopération militaire et diplomatique informelle entre les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie) restent sans réponses depuis 2021<sup>7</sup>. Dans le parallèle Taïwan/Ukraine, certains se demandent si la réserve taïwanaise saura montrer devant l'invasion chinoise la même détermination que la garde territoriale ukrainienne devant les Russes. La création d'une force territoriale de défense n'a pas encore été approuvée en janvier 2023<sup>8</sup>. Mais les dernières enquêtes montreraient que la population taïwanaise reste sans aucun doute attachée au *statu quo* et l'identité chinoise y perd du terrain<sup>9</sup>.

Outre ce face-à-face Pékin-Taïpeh qui monopolise un peu l'attention occidentale depuis au moins 2021, il faut mentionner la présence de Singapour dont la taille ne doit pas nous faire oublier qu'elle est la première puissance militaire et économique de l'Asie du Sud-Est. Elle a adopté, elle, « la stratégie de la crevette vénéneuse » qui promet des pertes dissuasives à l'ennemi, puis à partir des années 2000, la « stratégie du dauphin », avec « haute technologie et interconnexion des forces. » On rappellera que la notion de « *Total defense* » que Singapour prône aujourd'hui est héritée des Israéliens qui ont formé les forces armées de la cité-Etat lors de son accession à l'indépendance<sup>10</sup>.

Plus au Nord, le Vietnam allie coopération économique avec la Chine et nationalisme vigilant. Le Vietnam refuse en effet de se laisser dicter sa conduite par la Chine, qui reste sur l'échec de 1979 à faire entendre raison à son

---

<sup>2</sup> Valérie Niquet, « Taïwan : point nodal des enjeux de l'Indopacifique », dans *Conflits* n°44, mars-avril 2023, Paris, p. 58 et seq.

<sup>3</sup> Jean-Paul Burdy, « Taïwan entre manœuvres chinoises et pivot asiatique américain », dans *Diplomatie*, GD n°73, mai-juin 2023, p. 53. La Chine est loin derrière (152<sup>e</sup>).

<sup>4</sup> [https://www.lemonde.fr/international/article/2022/05/14/la-chine-tire-de-premieres-lecons-militaires-des-difficultes-russes-en-ukraine\\_6126059\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2022/05/14/la-chine-tire-de-premieres-lecons-militaires-des-difficultes-russes-en-ukraine_6126059_3210.html)

<sup>5</sup> Nashidil Rouiaï, « Les deux Chine peuvent-elles se faire la guerre » dans Alexis Bautzmann, *Atlas Géopolitique mondial*, Ed. du rocher, 2022, p.100.

<sup>6</sup> Thibault Fouillet, « Porc-épic ou crevette vénéneuse ? Stratégies militaires de Taïwan et de Singapour », dans *Conflits*, n°44, op. cit., p. 60-61.

<sup>7</sup> Jean-Paul Burdy, art. cit., p. 53.

<sup>8</sup> Hugo Tierny, « Taïwan-Chine, le raidissement », *Diplomatie* GD n° 71, Paris, janvier 2023, p79.

<sup>9</sup> Jean-Paul Burdy, art. cit., p. 52.

<sup>10</sup> Thibault Fouillet, art. cit., p. 61.

voisin. Outre des tensions au sujet de la frontière terrestre, la Chine regardait alors d'un mauvais œil l'installation d'une base navale soviétique à proximité de sa frontière méridionale.

L'Indonésie, elle aussi, est concernée en raison de ses côtes septentrionales par les enjeux géopolitiques qui se nouent dans cette zone. Elle contrôle les détroits de la Sonde (où passent, sans compter les bâtiments de surface, dix-sept câbles sous-marins) et de Malacca. De tout temps ce pays a tenté de sauvegarder sa politique de neutralité vis à vis des blocs idéologiques et tient à n'abriter aucune base étrangère sur son sol. S'il semble se rapprocher aujourd'hui des Etats-Unis, il manifeste cependant une réelle méfiance envers Aukus (alliance militaire conclue entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis) et QUAD, comme le montrent les modalités d'organisation du G 20 de 2022, où il a tenu à afficher sa volonté de rester à l'écart de la confrontation OTAN/RUSSIE, cette dernière étant soutenue officiellement par la Chine. C'est qu'il reste fortement dépendant de cette grande puissance bien proche, à laquelle le lie une politique bien installée de coopération (bénéficiant d'une forte minorité chinoise sur place, la Chine est le premier partenaire commercial de l'Indonésie) : c'est ainsi que l'Indonésie, à l'automne 2022 a voté contre l'ouverture d'une enquête sur le sort des Ouïghours. Elle n'a aucun contentieux territorial avec la Chine, même s'il existe certaines tensions autour des îles Natuna, où elle reconnaît l'existence d'une « zone de pêche traditionnelle » des Chinois qui conduit malheureusement au pillage des ressources halieutiques. La découverte de drones sous-marins chinois dans les eaux territoriales a conduit néanmoins l'Indonésie à se rapprocher des Etats-Unis d'Amérique pour se sentir davantage protégée<sup>11</sup>.

Actuellement font l'objet de revendications parallèles de plusieurs Etats : les îles Paracels (environ 130 îles et récifs convoités par le Vietnam dont la garnison a été chassée par la Chine en 1974, par la Chine et par Taïwan), les îles Spratleys (un ensemble coralien de 500km de long et 500 de large revendiqués par les mêmes acteurs que les Paracels mais aussi par la Malaisie, par Brunei et par les Philippines, ainsi que le récif de Scarborough (convoité par la Chine, par Taiwan et par les Philippines). Alors que les prétentions des Etats d'Asie du Sud-Est tendent à se rapprocher des normes du droit international (Vietnam, Malaisie et Philippines s'accordent à reconnaître que les Spratleys ne génèrent pas de ZEE), la Chine, elle les ignore superbement avec sa thèse des « Quatre bancs de sable » selon laquelle des archipels, même dépourvus du statut d'île au sens de l'article 121, justifierait ses revendications<sup>12</sup>. Actuellement, les Spratleys et les Paracels sont occupés par la Chine pendant que les Spratleys sont partagés entre les différents prétendants qui ont créé ainsi une situation complexe et dangereuse<sup>13</sup>.

La Chine revendique un territoire maritime délimité par la fameuse « ligne à 10 traits », le dixième étant bien sûr Taïwan, ajouté en 2013 aux neuf tirets précédents, point chaud par excellence, ligne désignée au Vietnam comme étant « la langue de bœuf » et qui engloberait plus de 90% de cet espace maritime traditionnellement dénommé *mer de Chine méridionale*. La République populaire de Chine a mené une « politique de poldérisation des récifs », mais se heurte à la cour permanente internationale d'arbitrage qui se prononce en juillet 2016, dans un jugement qui n'est pas mis en application, confirmant la jurisprudence selon laquelle seules les îles naturelles découvertes à marée haute peuvent générer des eaux territoriales et donc une zone économique exclusive<sup>14</sup>. Ces terres artificielles ont bien sûr été militarisées avant même le jugement de 2016 que la Chine avait *a priori* dénoncé. De son côté, en 2022, le Vietnam a agi de manière identique sur les terrains qu'il occupe dans les Spratleys (dont l'île éponyme). On notera que paradoxalement que Taïwan adopte la position de la Chine populaire sur la mer de Chine méridionale, au nom de la perpétuation de l'héritage chinois, indivisible

Pékin se donne les moyens militaires d'obtenir ou de préserver ce que le droit international lui refuse : elle acquiert le statut de première puissance ? marine en termes de bâtiments et multiplie ses bâtiments d'assaut amphibie et ses ferrys capables de transporter des blindés. La Chine construit ainsi, tous les quatre ans, l'équivalent du tonnage de la marine nationale française. Depuis 2014, la Chine possède plus de bâtiments que les EU et depuis 2005 la situation s'aggrave<sup>15</sup>. Parmi les points de fragilités noté par Henry<sup>16</sup>, le plus problématique aux yeux de l'Armée

<sup>11</sup> Jean-Marc Holz, « L'Indonésie, le géant invisible » dans *Conflits* n°44, *op. cit.*, p. 36.

<sup>12</sup> Frédéric Lasserre et Olga V. Alexeeva, « Mer de Chine du Sud : une bataille juridique comme outil d'influence politique in *Diplomatie* GD n° 71, Paris, janvier 23, p.83.

<sup>13</sup> Yann Roche, « Mer de Chine méridionale : le bras de fer continue » dans *Diplomatie*, GD n° 73, Paris, avril-mai 2023, 50.

<sup>14</sup> Bruno Tertrais, « L'accumulation des contentieux frontaliers en Indopacifique » *Conflits* n° 44, *op. cit.*, p. 48.

<sup>15</sup> Stéphane Delory, « Les impacts de l'évolution des systèmes de frappe en Indopacifique » dans *Conflits* n°44, *op. cit.*, p. 50.

<sup>16</sup> Jérôme Henry, « L'U.S. Navy face à la Marine de libération du peuple, vers une nouvelle *Maritime Strategy* ? » dans *Conflits* n°44, p. 68.

populaire de Libération est sans aucun doute l'enfermement de leurs SNLE dans cette mer intérieure. Pour rejoindre les eaux du Pacifique le Canal de Bashi (entre Taïwan et Philippines) est un point de passage obligé – et surveillé par des puissances hostiles à la Chine. Depuis quelques années les fonds marins des océans Indiens et Pacifiques sont cartographiés par la RPC.

#### Tableau de comparaison des marines américaine et chinoise

Face à cette montée en puissance et cette tension permanente, alimentée entre autres par ses milices maritimes sous la présidence de Xi Jinping depuis 2012<sup>17</sup>, créées en 1974 pour s'emparer de positions vietnamiennes, les EU ont besoin de ses alliés, Aukus et QUAD. Ils envisagent la réouverture de Subic Bay (site d'une importante base de l'United States Navy) aux Philippines<sup>18</sup> et les ambitions de la Chine les poussent à soutenir ouvertement Taïwan sur le plan militaire et depuis peu politique, particulièrement depuis le déclenchement de l'agression russe contre l'Ukraine.

## II - UNE DIVERSITÉ DE PROFILS ÉCONOMIQUES

Si la situation est tendue c'est que se font face des profils bien différents : d'une part, une puissance à vocation hégémonique et de l'autre divers pays, dont certains occupent des places absolument pas négligeables sinon dans l'économie mondiale, du moins dans certains de ses pans. La Chine occupe la deuxième place mondiale en termes de Produit Intérieur Brut et depuis 2013 s'affirme comme la première puissance commerciale avec un excédent commercial dans sa balance des échanges avec les Etats-Unis d'Amérique, mais avec des besoins en énergies qui vont croissant<sup>19</sup>. Nous retrouvons ici ce genre de situations où le leader et son challenger ont certains intérêts liés. Dès lors le piège de Thucydide est bel et bien là : vu la tension accumulée, la confrontation économique et symbolique peut à tout moment dérapier précisément dans cet espace somme toute restreint mais où les enjeux qui sont de taille peuvent brusquement céder la place à un conflit ouvert. S'il y a eu dans les dernières années des moments de faiblesse (une bulle immobilière spéculative inquiétante, une politique sanitaire répressive qui a donné naissance à des protestations inouïes depuis Tien An Men), la Chine est un des rares pays à avoir connu en 2020 une croissance et elle semble grouper autour d'elle tous les partisans d'un ordre multipolaire (qui sont bien souvent des pays désireux qu'on leur laisse mener la politique qu'ils souhaitent aux dépens d'Etats plus faibles) et les pays émergents (ou les pays autrefois colonisés) qu'elle dit représenter.

Il est instructif de constater que le soft power chinois et les approches économiques internationales très pragmatiques se doublent au niveau régional d'une agressivité qui se bloque sur des questions de souveraineté parfois très contestables qui permettent d'unifier le peuple chinois de la RPC sous la bannière du nationalisme et de l'anti-impérialisme américain : avec Xi-Jinping, la rivalité n'est plus seulement économique, mais aussi clairement idéologique<sup>20</sup>. Ou disons que les deux rivalités s'entremêlent étroitement. La Chine exige que ses voies d'approvisionnement stratégique soient protégées. Mais son attitude a aussi poussé l'Occident à la percevoir comme une menace globale, comme le veulent les Américains.

Si les choses sont parvenues à ce point d'exacerbation, c'est parce que Taïwan importe en raison non seulement de la part importante du commerce maritime transitant par cette zone mais aussi de sa considérable production de semi-conducteurs<sup>21</sup>. 85% des semi-conducteurs à très haute performance viennent en effet de Formose, ce qui la lie autant à la Chine, de fait son acheteur principal, qu'aux EU qui, eux, veulent regrouper le Japon, Taïwan et

<sup>17</sup> [https://www.lemonde.fr/international/article/2021/11/18/comment-pekine-organise-ses-milices-maritimes\\_6102566\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/11/18/comment-pekine-organise-ses-milices-maritimes_6102566_3210.html)

<sup>18</sup> Jérôme Henry, art. cit., p. 70.

<sup>19</sup> Pascal Boniface, *Atlas des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 2022, p. 162, 177.

<sup>20</sup> Olga V. Alexeeva et Frédéric Lasserre, « La Chine dans le monde : du profil bas à une place centrale au sein du système international », dans *Diplomatie* n° 119, Paris, janvier-février 2023, p. 60.

<sup>21</sup> Valérie Niquet, art. cit., p. 58.

la Corée du Sud pour entièrement contrôler ce secteur<sup>22</sup>. Taïwan, ne l'oublions pas, est classée au 21<sup>e</sup> rang des puissances économiques<sup>23</sup>. Malgré la forte tension entre les deux Chines, il reste des liens économiques entre elles puisque certaines entreprises formosanes avaient délocalisé dans les années 1970 leurs activités principalement dans les régions continentales du Quandong et du Fulian. Taïwan a investi en effet en RPC plus de 188 milliards de dollars entre 1991 et 2020. Aujourd'hui, plus de trente mille étudiants chinois font leurs études à Taïwan et les touristes venus du continent sont légion<sup>24</sup>. Reste que ces liens réels entre les deux Chines semblent peu compter devant l'agressivité chinoise qui désormais affirme la réalisation de l'unité de la Chine comme une question de principe, indiscutable.

Par ailleurs, la Chine prône une forte coopération économique avec les membres de l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est) dont certains sont, par leurs inclinations stratégiques, plutôt tournés vers les puissances occidentales et est devenu le premier partenaire économique de cette zone, même si les EU restent en tête des investissements. Dans le cadre des routes de la soie la Chine investit évidemment dans les transports (de toutes natures), l'électricité et les télécommunications<sup>25</sup>. L'action de la Chine est à double tranchant : elle consolide ses intérêts

et ceux des entrepreneurs chinois mais comme dans d'autres parties du monde, elle suscite rancune et frustration. Toute cette région peut se sentir prise en orage par la rivalité pour l'hégémonie entre EU et RPC.

Nous avons déjà évoqué la question du transport maritime dans le détroit de Formose. N'oublions pas l'Indonésie et les détroits qu'elle contrôle : celui de Malacca, qui constitue « l'artère jugulaire du commerce maritime mondial avec 85000 passages par an et le passage de 80% des approvisionnements en pétrole de Chine », celui de la Sonde (30 000 passages), et ceux de Lombok et de Macassar<sup>26</sup>. Là encore, le gouvernement indonésien veille à maintenir l'autonomie économique et des holdings d'Etat sont chargés de s'assurer des intérêts nationaux<sup>27</sup>.

### III - MER DE CHINE MÉRIDIONALE : MER INTÉRIEURE OU MER LIBRE ?

Le détroit de Taïwan (Formose) qui se trouve entre Taïwan et République Populaire de Chine est large de 160 km, divisé en deux par une ligne imaginaire qui sépare les deux pays et que la Chine a toujours refusé de reconnaître. De fortes tensions existent depuis 2021. Manœuvres considérables de la RPC autour de Taïwan en avril 2023, simulant un encerclement<sup>28</sup>. En riposte, des manœuvres ont eu lieu au large avec Philippines et EU<sup>29</sup>.

Le 27 mai 2023, le porte-avions chinois Shandong y a violé cette frontière imaginaire<sup>30</sup>. Les avions le font eux régulièrement depuis août. De fait, Pékin « souhaiterait voir sa première ligne de défense repoussée au-delà du Japon, des Ryuku, de Taïwan et du nord des Philippines<sup>31</sup> » : transformer la mer de Chine méridionale en *mare nostrum* lui permettrait d'échapper aux problèmes évoqués qui brident sa quête d'hégémonie navale, d'où des patrouilles quasi permanentes autour des lieux contestés<sup>32</sup>. Et cette tension qui va croissant ne peut qu'inquiéter étant donné l'importance du trafic mondial dans cette zone<sup>33</sup>. Un dérapage est toujours possible à partir d'un incident mineur. Ceci

<sup>22</sup> Jean-Paul Burdy, art. cit., p. 53.

<sup>23</sup> Rashidil Rouiaï in A. Bautzmann, *op. cit.*, p. 100.

<sup>24</sup> *Ibidem*.

<sup>25</sup> Rashidil Rouiaï, « L'Asie du Sud-Est », dans Bautzmann, *op. cit.*, p. 102.

<sup>26</sup> Jean-Marc Holz, art. cit., p. 34.

<sup>27</sup> *Idem*, p. 36

<sup>28</sup> [https://www.lemonde.fr/international/article/2023/04/10/la-chine-poursuit-d-importantes-man-uvres-militaires-autour-de-taiwan\\_6168918\\_3210.htm](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/04/10/la-chine-poursuit-d-importantes-man-uvres-militaires-autour-de-taiwan_6168918_3210.htm)

<sup>29</sup> [https://www.lemonde.fr/international/article/2023/04/11/les-etats-unis-et-les-philippines-conduisent-des-exercices-militaires-de-grande-ampleur-pres-de-taiwan\\_6169046\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/04/11/les-etats-unis-et-les-philippines-conduisent-des-exercices-militaires-de-grande-ampleur-pres-de-taiwan_6169046_3210.html)

<sup>30</sup> [https://www.lemonde.fr/international/article/2023/05/27/un-porte-avions-chinois-traverse-le-detroit-de-taiwan-selon-taipei\\_6175087\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/05/27/un-porte-avions-chinois-traverse-le-detroit-de-taiwan-selon-taipei_6175087_3210.html)

<sup>31</sup> Rashidil Rouiaï, art. cit., p. 100.

<sup>32</sup> Yann Roche, art. cit., p. 50.

<sup>33</sup> Entre 2010 et 2020, plus de 70 incidents entre des entités étatiques de la RPC et des navires de pêches ou des garde-côtes des autres nationalités, Roche, 73 51

explique, au nom de la liberté de circulation la présence de porte-avions américains en mer de Chine méridionale en 2022 et 2023 (au début de cette année c'est le groupe de l'*USS Nimitz* qui a patrouillé dans cette zone<sup>34</sup>). De sorte que c'est désormais davantage l'affaire des EU que des pays voisins qui se sentent dépassés par la puissance chinoise. En mai 2023 un article du *Monde* insiste sur les visées chinoises et la « course à l'armement que celles-ci entraînent<sup>35</sup>. Ces cinq articles du *Monde* suffisent à résumer la tension existant dans cette partie du monde.

Avec les événements de Hong-Kong (rétrocédé en 1997), où le slogan un pays/deux régimes a perdu toute pertinence (alors qu'il était censé perdurer jusqu'en 2047), la RPC ayant imposé *manu militari* ses normes, Taïwan est devenu un véritable symbole pour ceux qui se reconnaissent en un fonctionnement démocratique : avec l'Ukraine, il s'agit des deux points de confrontations entre le monde démocratique et ses adversaires qui prônent des régimes autoritaires, illibéraux et un monde multipolaire où la vertu démocratique n'a plus le statut d'évidence. Mais les intérêts de tous ces régimes démocratiques, de l'Union Européenne comme du Japon, passent aussi par le détroit de Taïwan, d'où le choix de défendre la libre circulation. D'où l'alliance Aukus, tournée résolument contre la Chine, mais aussi la doctrine diplomatique française qui fait de l'Indopacifique, dont la mer de Chine méridionale n'est qu'une petite partie, mais ô combien importante, la clef de voûte de son appréhension géopolitique du monde. En cela, la réflexion du président de la République sur Taïwan en avril 2023<sup>36</sup> a laissé perplexes certains analystes (y compris au Quai d'Orsay) qui y voient une plus contradiction à l'intérieur de la vision française que l'expression de la perpétuelle puissance d'équilibres chère à la France depuis de Gaulle.

La Chine, elle, vise 2049 pour s'imposer sur de nombreux terrains : il n'est pas impossible que pressée par cet objectif et exaspérée par les réticences, elle déclenche une opération armée. Tout dépend comme le montre bien l'article d'O.V. Alexeeva, si ce qu'elle vise réellement, c'est une parité américano-chinoise avec la coexistence de divers régimes, comme elle le prétend, ou un nouveau monde « avec la Chine en son centre<sup>37</sup> », comme on la suspecte.

Le CESM (Centre d'Etudes Stratégiques de la Marine) publie périodiquement trois types de documents : *Les Etudes marines*, revue de haut niveau qui fait un point thématique sur une problématique particulière ; *Brèves marines* se présente sous un format A4 recto-verso et fait un point dense et ponctuel sur un sujet d'actualité ; *La Carto du mois* présente une cartographie orientée à chaque fois sur une problématique particulière.

## RESSOURCES

### Bibliographie :

- **Ouvrages :**

Bautzmann, Alexis, *Atlas Géopolitique mondial*, Ed. du rocher, 2022.

Boniface, Pascal, *Atlas des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 2022.

Lacoste, Yves, *La Géopolitique par les cartes*, Paris, Larousse, 2022.

---

<sup>34</sup> En avril 2023 encore circulation d'un bâtiment américain. [https://www.lemonde.fr/international/article/2023/04/17/taiwan-un-navire-de-guerre-americain-a-navigue-dans-le-detroit-de-l-ile-revendique-par-pekine\\_6169826\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/04/17/taiwan-un-navire-de-guerre-americain-a-navigue-dans-le-detroit-de-l-ile-revendique-par-pekine_6169826_3210.html)

<sup>35</sup> [https://www.lemonde.fr/international/article/2023/05/12/l-armee-chinoise-est-elle-vraiment-prete-a-attaquer-taiwan\\_6173126\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/05/12/l-armee-chinoise-est-elle-vraiment-prete-a-attaquer-taiwan_6173126_3210.html)

<sup>36</sup> [https://www.lemonde.fr/international/article/2023/04/12/emmanuel-macron-assume-ses-propos-sur-taiwan-et-sa-position-vis-a-vis-des-etats-unis-etre-allie-ne-signifie-pas-etre-vassal\\_6169247\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/04/12/emmanuel-macron-assume-ses-propos-sur-taiwan-et-sa-position-vis-a-vis-des-etats-unis-etre-allie-ne-signifie-pas-etre-vassal_6169247_3210.html)

<sup>37</sup> Olga V. Alexeeva et Fr. Lasserre, art.cit., p. 62.

- **Articles de Revues :**

Alexeeva, Olga V. et Lasserre, Frédéric, « La Chine dans le monde : du profil bas à une place centrale au sein du système international », dans *Diplomatie* n° 119, Paris, janvier-février 2023, p. 58-62.

Burdy, Jean-Paul, « Taïwan entre manœuvres chinoises et pivot asiatique américain », dans *Diplomatie*, GD n°73, Paris, mai-juin 2023.

Delory, Stéphane, « Les impacts de l'évolution des systèmes de frappe en Indopacifique » dans *Conflits* n°44, *op. cit.*, p. 50.

Fouillet, Thibault, « Porc-épic ou crevette vénéneuse ? Stratégies militaires de Taïwan et de Singapour », dans *Conflits*, n°44, mars-avril 2023, Paris, p. 60-61.

Henry, Jérôme, « L'U.S. Navy face à la Marine de libération du peuple, vers une nouvelle *Maritime Strategy* ? » dans *Conflits* n°44, p. 68-70.

Holz, Jean-Marc, « L'Indonésie, le géant invisible » dans *Conflits* n°44, Paris, mars-avril 2023, p. 33-36.

Lasserre, Frédéric et Alexeeva, Olga V., « Mer de Chine du Sud : une bataille juridique comme outil d'influence politique in *Diplomatie* GD n° 71, Paris, janvier 23, p. 81-83.

Niquet, Valérie, « Taïwan : point nodal des enjeux de l'Indopacifique », dans *Conflits* n°44, mars-avril 2023, Paris, p. 58-59.

Roche, Yann, « Mer de Chine méridionale : le bras de fer continue » dans *Diplomatie*, GD n° 73, Paris, avril-mai 2023, 50.

Tertrais, Bruno, « L'accumulation des contentieux frontaliers en Indopacifique » *Conflits* n° 44, Paris, mars-avril 2023, p. 48.